

# En Afrique, l'accès à la contraception menacé par le désengagement américain décidé par Trump

vendredi 22 décembre 2017, par [HECKETSWEILER Chloé](#), [KADIRI Ghalia](#) (Date de rédaction antérieure : 16 décembre 2017).

**Etats, bailleurs de fonds et ONG se sont réunis en Guinée du 12 au 14 décembre pour discuter de l'accès à la contraception en Afrique francophone.**

Sommaire

- [« She decides »](#)
- [« Impliquer les hommes »](#)

A peine installé dans le bureau ovale, le président américain Donald Trump a rétabli la « Global Gag Rule », cette « règle du bâillon » qui interdit le financement par les Etats-Unis des organisations internationales proposant des services d'avortement ou délivrant des informations à ce sujet. La loi prévoit déjà que l'argent des contribuables américains ne peut être utilisé pour financer ce type d'activité, la Gag Rule interdit en outre aux organisations non gouvernementales (ONG) de les financer avec des fonds étrangers. Si elles refusent, elles doivent faire une croix sur l'argent de l'Oncle Sam.

Instaurée par le Républicain Ronald Reagan en 1984, cette règle a été, depuis, enterrée et ressuscitée au gré de l'alternance entre Démocrates et Républicains. Trump en a étendu la portée : jusque-là, elle conditionnait l'accès aux fonds américains consacrés au planning familial, soit 575 millions de dollars (490 millions d'euros). Désormais, elle conditionne l'accès à la totalité de l'enveloppe destinée à la santé, soit 9,4 milliards de dollars. Elle menace de nombreux programmes et initiatives, comme le Partenariat de Ouagadougou, qui a tenu sa réunion annuelle du 12 au 14 décembre à Conakry, en Guinée.

## **« She decides »**

Lancé en 2011 avec comme objectif d'accroître l'accès à la contraception dans l'Afrique francophone, le Partenariat fédère neuf pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo) et de grands bailleurs de fonds. USAID, l'agence américaine pour le développement, est de loin le premier d'entre eux, avec plus de 46 millions de dollars dépensés en 2016 dans ces pays pour des programmes de planning familial. Cela représente près de 50 % des sommes investies dans la région sur ce sujet ; « Nous anticipons la perte de certains financements et discutons avec d'autres bailleurs potentiels », reconnaît la Sénégalaise Fatimata Sy, 65 ans, qui coordonne le Partenariat de Ouagadougou. et a déjà convaincu le Canada et les Pays-Bas de le rallier.

Le 8 mars, le premier ministre canadien, Justin Trudeau, a débloqué une enveloppe de 650 millions

de dollars canadiens (430 millions d'euros) pour compenser en partie les effets de la Gag Rule au cours des trois prochaines années. Peu avant, plusieurs Etats européens avaient lancé l'initiative « She decides » (« elle décide ») et promis d'augmenter leurs dépenses de 181 millions.

Dans les pays du Partenariat de Ouagadougou, qui rassemblent 110 millions d'habitants, Paris a consacré 12 millions de dollars au financement du planning familial en 2016. Dans son discours du 29 novembre au Burkina Faso, le président Emmanuel Macron a indiqué qu'il s'agissait d'une priorité. « Je veux partout en Afrique qu'une jeune fille puisse avoir le choix de ne pas être mariée à 13 ans ou à 14 ans et de pouvoir commencer à faire des enfants », a-t-il martelé.

*« LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES FONT FACE À UN DILEMME : SOIT ELLES CHERCHENT DE L'ARGENT AILLEURS, SOIT ELLES CESSENT DE PARLER D'AVORTEMENT », COMMENTE RIMA JOLIVET, SPÉCIALISTE DE LA SANTÉ MATERNELLE À HARVARD.*

Dès avril, le département d'Etat a annoncé que les Etats-Unis ne participeraient plus au financement du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA). Le pays est le troisième contributeur au budget de cette institution, avec 63 millions de dollars investis en 2016 et 75 millions en 2015. Selon l'agence onusienne, cet argent a permis de sauver la vie de 2 340 femmes, d'éviter 947 000 grossesses indésirées et de prévenir 295 000 avortements clandestins. « Les organisations internationales font face à un dilemme : soit elles cherchent de l'argent ailleurs, soit elles cessent de parler d'avortement », commente Rima Jolivet, spécialiste de la santé maternelle à Harvard. « Les complications liées aux avortements sont la cause de 8 % des décès maternels. Plus généralement, 29 % des décès maternels pourraient être évités grâce à un meilleur accès à la contraception », souligne-t-elle.

En 2015, les neuf pays du Partenariat de Ouagadougou comptaient 4,35 millions de femmes sous contraception contre 3 millions en 2012. L'objectif est d'atteindre 2,2 millions de plus d'ici à 2020. « Pour obtenir une prévalence de 60 % de la contraception, on estime qu'il faudrait doubler les financements », indique Didier Mbayi Kangudie, médecin et conseiller du bureau régional d'USAID au Ghana. Il y a urgence : selon les derniers chiffres de l'Institut national d'études démographiques (INED), la population africaine devrait doubler d'ici à 2050 et quadrupler d'ici à 2100, pour atteindre 3,6 milliards d'habitants. « Les jeunes non éduqués, au chômage, sont une bombe pour l'Afrique », prévient Fatimata Sy.

### **« Impliquer les hommes »**

Née sur les rives du fleuve Sénégal, avec la double nationalité sénégalaise et mauritanienne, elle mesure bien les obstacles culturels qui s'ajoutent aux difficultés de financement. « Du fait du statut peu élevé de la femme dans la famille, il est très important d'impliquer les hommes dans le dialogue », souligne-t-elle, en citant l'exemple du Niger, où une initiative baptisée « l'école des maris » a pour objectif de lever certains obstacles. Le Partenariat travaille aussi avec des leaders religieux chrétiens et musulmans. « Nous abordons le sujet sous l'angle de la santé des femmes, avec un argumentaire qui s'appuie sur les textes religieux », précise-t-elle.

Cette évolution des mentalités conditionne aussi les investissements réalisés par les pays eux-mêmes pour l'achat et la promotion des contraceptifs. « Ce n'est pas facile, car il y a d'autres priorités en Afrique de l'Ouest, mais c'est à nous de leur montrer que le planning familial est l'un des investissements les plus importants, insiste Modibo Maiga, qui travaille depuis vingt-six ans pour l'USAID. Nous essayons de diversifier les ressources pour que les pays ne soient plus autant dépendants et se préparent à survivre tous seuls. »

**P.-S.**

\* LE MONDE ECONOMIE | 16.12.2017 à 14h00 • Mis à jour le 16.12.2017 à 16h38 :  
[http://www.lemonde.fr/economie/article/2017/12/16/en-afrique-l-acces-a-la-contraception-menace-par-le-desengagement-americain\\_5230810\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2017/12/16/en-afrique-l-acces-a-la-contraception-menace-par-le-desengagement-americain_5230810_3234.html)